



## L'ONU alerte sur le besoin de soutien politique aux PME

Le 27 juin 2022, pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive, les Nations unies ont mis l'accent sur les micro-, petites et moyennes entreprises afin de sensibiliser le grand public et le monde politique sur la place des TPE et PME dans la création d'emplois, la croissance économique, le développement durable et l'épanouissement des communautés.

Dans ce contexte, **Jean-Marc Giroux, Président de Cosmed**, cosigne une tribune européenne commune avec **Petri Salminen, Président de SMEUnited** et **Véronique Willems, Secrétaire Général de SMEUnited**.

- **Cosmed** est la 1<sup>ère</sup> association représentative des entreprises de la filière cosmétique française, membre de SMEUnited et mandatée pour représenter les TPE, PME et ETI cosmétiques dans les instances européennes,
- **SME United** (Small and Medium Sized Enterprises) est l'unique association des TPE et PME en Europe avec 70 organisations nationales membres, dans plus de 30 pays européens.

---

Communiqué

## Façonner une politique mondiale pour les PME

Pour faire suite à la journée internationale des TPE et PME, nous invitons les responsables politiques à *"think small first"* et à agir en conséquence ! Les Nations unies ont célébré les micro-, petites et moyennes entreprises avec comme thème pour cette année : une reprise économique résiliente. Avec cette journée, l'ONU a rendu hommage aux entrepreneurs du monde entier qui font face à la triple menace du Covid, des conflits et du climat.

Les TPE-PME représentent plus de 70 % des entreprises et plus de 50 % des emplois dans le monde. En Europe, 99,8 % des entreprises sont des PME pourvoyant 65 % des emplois. Elles assurent les besoins de base, l'emploi et la cohésion sociale, notamment dans les zones rurales. Et elles contribuent fortement à la formation des jeunes.

Les PME - comme le reste du monde – ont été soumises à une succession d'événements ces dernières années. Se préparant à la transition numérique et écologique, elles ont été frappées par la pandémie. Les mesures sanitaires ont eu un impact disproportionné sur le tissu économique des PME. Même si plusieurs mesures de soutien ont été mises en place, de nombreux entrepreneurs se sont endettés pour maintenir leur entreprise à flot et de nombreuses PME se sont surendettées. Une économie en surchauffe qui se conjugue aujourd'hui avec une guerre dans notre arrière-cour.

Les PME souffrent de l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières, des perturbations persistantes dans les chaînes d'approvisionnement et de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Ces difficultés ont négativement impacté leur capacité d'investissement, les plaçant dans une situation extrêmement précaire.

En outre, la Commission européenne - ambitieuse - met en place un agenda politique très exigeant. De nombreux actes législatifs ont déjà été approuvés, et beaucoup d'autres sont en cours d'examen dans le processus décisionnel de l'UE. Certains d'entre eux pourraient contribuer à la création d'un environnement propice à la transition numérique et écologique des PME. La plupart de ces propositions exigeront des investissements supplémentaires pour préparer l'avenir. Mais une grande partie d'entre elles menacent de faire peser sur les PME des lourdeurs administratives et des charges excessives, alors même que leurs ressources seraient mieux allouées à répondre à la situation actuelle.

L'analyse par l'OCDE des mesures mondiales de soutien à la transition numérique et écologique démontre clairement que les pouvoirs publics sont à la traîne en matière de soutien aux PME : seules 3 % des mesures de soutien sont investies pour leur transition écologique et 23 % pour la numérisation.

Les PME sont les principaux acteurs pour conduire la transition écologique et assurer une économie résiliente. Pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle, les gouvernements devraient entreprendre plusieurs actions :

- Premièrement, diversifier l'approvisionnement énergétique en promouvant les énergies renouvelables, assurant l'interconnectivité, développant des solutions de stockage de l'énergie et stimulant l'efficacité énergétique ;
- Deuxièmement, investir dans les compétences des collaborateurs et les développer afin d'être en mesure d'innover, de s'adapter aux nouvelles technologies et de les mettre en œuvre ;
- Troisièmement, investir judicieusement les fonds publics, notamment dans les infrastructures et les mesures de soutien aux PME, qui font cruellement défaut ;
- En quatrième lieu, renforcer la recherche et l'innovation afin de développer et de commercialiser les technologies nécessaires à la double transition numérique et écologique ;
- Enfin, mettre en place un environnement qui stimule l'investissement privé et favorise la collaboration public-privé.

Pour conclure, nous soulignons que les micro-, petites et moyennes entreprises sont de plus en plus concernées par l'augmentation des charges administratives, telles que les reporting RSE ou la « due diligence ». Les responsables politiques doivent être conscients que les PME ont besoin d'un environnement réglementaire simple et prévisible. « *Se mettre dans la peau de l'entrepreneur* », avant toute décision réglementaire, permettrait au législateur d'emporter l'adhésion de l'entrepreneur au projet de texte. Soit le projet soutient le développement de l'activité ou peut facilement s'appliquer dans l'entreprise. Soit le projet devient une entrave car difficile à mettre en œuvre dans l'entreprise.

Nous invitons les gouvernements et les institutions à *“think small first”* et à agir en conséquence !

**Offrez un environnement favorable aux PME, et les PME seront au rendez-vous !**

**Petri Salminen,**  
Président de  
SMEUnited

**Jean-Marc Giroux**  
Président de  
Cosmed

**Véronique Willems**  
Secrétaire Général  
de SMEUnited

Contact presse : Jean-Marc Giroux, Président, [giroux.jm@gmail.com](mailto:giroux.jm@gmail.com), 06 17 08 54 75